

Réunion du comité de pilotage

Relevé de conclusions

Dates des réunions :

Jeudi 22 février 2024

Lieu :

Réunion à distance

Participant(e)s :

- Mme. Ouiame EL MOUSTAMIDE, Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration;
- Mme. Mahassine EL AMRANI OMARI, Organisation de Coopération et de Développement Economique;
- Mme. Mounia SBAITI, Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration;
- Mme. Dounia BIROU, Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration;
- M. Hatim MOURADI, Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration;
- Mme. Amal AMEZIANE, Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille;
- Mme. Hayat OTHMANE, Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille;
- Mme. Sanae RAJI, Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille;
- M. Omar AMRANI, Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille;
- M. Noureddine LASFAR, Agence de Développement Digitale;
- Mme. Nezha HADRAMI, Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication – Département de Communication;
- Mme. Sarah AZAMI HASSANI, Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication – Département de Jeunesse ;
- M. Mohamed Amine JERDANI, Ministère de Justice;
- Mme. Meryem STAILI, Ministère de Justice;
- Mme. Karima KHALDOUN, Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration;
- Mme. Assia BENABOU, Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration;
- M. Souidi SALLAHI, Forum Sahara pour le dialogue & cultures
- M. Rezzouki ELMILLOUD, Association de Coopération pour le Développement et la Culture, ACODEC
- Mme. Houdna BENNANI, Association démocratique des femmes du Maroc.
- M. Ahmed ANAJJAR, Association Labouirat pour le Sport et le Développement
- M. Said CHAKRI, Alliance Marocaine pour le Climat et le Développement Durable

Absent(e)s :

- Direction Générale des Collectivités Territoriales ;
- Ministère délégué chargé des Relations avec le Parlement
- Observatoire pour la protection de l'environnement et les monuments historiques
- Association 4Chabab
- Association colombe blanche pour les droits des personnes en situation de handicap
- Mouvement alternatives citoyenne-ALCI-
- Association Moltaka B'ladi pour la citoyenneté-AMBC

Ordre du jour :

- Rappel des prochaines étapes du processus de co-création du troisième Plan d'Action National du gouvernement ouvert.
- Présentation des projets d'engagements proposés par les institutions publiques concernés et recueil des commentaires et remarques à leur sujet.
- Discussion de méthodologie de travail pour les prochaines étapes

Points abordés :

Mot d'ouverture :

La représentante du MTNRA a souhaité la bienvenue aux nouveaux représentants des institutions publiques et les a remercié pour les efforts fournis pour la prise en compte des idées proposées par les différents acteurs non gouvernementaux lors de la phase précédente de co-création du troisième PAN.

La représentante du MTNRA a également renouveler les remerciements aux représentants de la société civile pour leur contribution précieuse dans l'organisation des événements de co-création et leur implication active dans ce chantier.

Rappel des étapes restantes de co-création du troisième Plan d'Action National du gouvernement ouvert:

1. Organisation de réunions de coordination avec les administrations concernées, en présence des représentants de la société civile du comité de pilotage, pour examiner les engagements proposés et définir les activités prévues, le calendrier de réalisation et les indicateurs de suivi et d'impact.
2. Lancement de la consultation publique sur les projets engagements proposés.
3. Finalisation et adoption du PAN3
4. Publication du feed-back sur les idées et propositions recueillies, en incluant des commentaires sur les propositions qui n'ont pas été prise en compte dans le PAN3.
5. Publication d'un rapport synthétique sur la co-création du troisième Plan d'Action National du gouvernement ouvert.

Présentation des engagements proposés par les secteurs et les institutions publiques concernés et fournir des commentaires à leur sujet:

	Engagements proposés	Observations et suggestions des membres du comité
1	Programme d'appui aux collectivités territoriales ouvertes	<ul style="list-style-type: none">● Reformuler la problématique.● Détailler le calendrier des activités.● Ajouter une activité liée à : l'établissement des critères d'évaluation et de suivi de la méthodologie de co-création et de mise en œuvre des projets d'ouverture au niveau local● Ajouter une activité liée à : la publication d'un guide méthodologique relatif au développement et à la mise en œuvre des programmes d'ouverture au niveau local● Ajouter une activité liée au : partage de l'expérience marocaine dans le domaine au niveau continental et international.● Clarifier les collectivités territoriales ciblées par le programme.
2	Renforcement de la liberté de presse et de publication	<ul style="list-style-type: none">● Réviser le titre, et le remplacer par : Consultation publique sur la modification du code de la presse et de l'édition.

	Consultation publique sur la modification du code de la presse et de l'édition	<ul style="list-style-type: none"> ● Mettre l'accent sur l'importance de renforcer et de protéger l'espace civique au Maroc comme pilier fondamental du gouvernement ouvert. ● Se concentrer sur des termes clés tels que : publication, espace civique, co-crédation... ● Détailler les étapes dans la problématique proposée. ● La solution proposée nécessite une révision et des détails. ● Ajouter les activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Identification de la méthodologie de l'approche participative autour de la révision du code de la presse et de l'édition ○ Planification des activités de l'approche participative adoptée ○ Publication du planning des activités et des opportunités et mécanismes de participation ○ Mise en œuvre de l'approche participative ○ Consolidation et publication des résultats ○ Elaboration du projet de loi ○ Consultation sur le projet de loi ○ Publication des résultats de la consultation ○ Soumission du projet de loi à la procédure législative
3	Adoption d'une approche participative et transparente avec les citoyens pour la préparation et la mise en œuvre de la nouvelle version de la stratégie nationale de développement durable à l'horizon 2035	<ul style="list-style-type: none"> ● Remplacer le titre proposé par : Renforcer la transparence et la participation dans l'élaboration et la mise en œuvre de la nouvelle version de la stratégie nationale de développement durable à l'horizon 2035. ● Résumer la problématique posée.
4	Préparation du guide méthodologique pour simplifier les parcours des usagers et leur préparation à la digitalisation et à la généralisation aux administrations publiques	<ul style="list-style-type: none"> ● Annuler l'engagement proposé en raison de l'absence de lien direct avec les principes d'ouverture.
5	Faciliter l'accès aux services publics pour les usagers parlant la langue amazighe	<ul style="list-style-type: none"> ● Reformuler le titre et se concentrer sur les principes de transparence et de participation. ● Reformuler la problématique posée : se concentrer sur les principes de transparence, l'inclusion des groupes vulnérables et l'égalité d'accès aux services publics.

		<ul style="list-style-type: none"> • Détailler la solution proposée. • Ajouter des activités liées à la transparence et la participation. • Étudier la possibilité d'inclure des activités spécifiques aux personnes en situation de handicap dans le même engagement.
6	Consultation sur la révision de la loi sur le droit d'accès à l'information	<ul style="list-style-type: none"> • En attente des remarques de la société civile.
7	Renforcement de la publication des données ouvertes et de leur réutilisation	<ul style="list-style-type: none"> • Il est proposé de se concentrer dans la solution proposée sur le cadre juridique des données ouvertes et sur les activités visant à encourager la réutilisation des données ouvertes. • Ajouter une activité liée à l'évaluation des données ouvertes publiées sur le portail en termes de qualité et d'adéquation aux besoins des ré-utilisateurs.
8	Programme national de bénévolat (deuxième édition) pour renforcer l'esprit de bénévolat chez les jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Se concentrer sur les activités liées à la transparence et à l'inclusion. • Fusionner les deux engagements proposés par le secteur de la jeunesse. • En attente de recevoir une fiche détaillée de l'engagement.
9	Organisation de forums jeunesse sur la participation politique des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Se concentrer sur les activités liées à la transparence et à l'inclusion. • Fusionner les deux engagements proposés par le secteur de la jeunesse. • En attente de recevoir une fiche détaillée de l'engagement.
10	Développement et mise en œuvre d'un plan de communication spécifique pour soutenir la mise en œuvre des programmes du troisième plan gouvernemental pour l'égalité, en particulier le programme d'autonomisation économique des femmes et de l'entrepreneuriat	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer de se concentrer sur des mesures claires pour renforcer la transparence et la participation dans la mise en œuvre de la stratégie. <u>Exemple</u> : publier des indicateurs sur la mise en œuvre des projets inclus dans la stratégie, mettre en place un mécanisme de participation de la société civile dans la mise en œuvre des projets, etc.
11	Mise en place des dispositifs territoriaux intégrés pour la protection de l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> • Ajouter d'autres activités liées aux dimensions de la participation, de la transparence et de la responsabilité. Ces activités devraient inclure des objectifs ambitieux allant au-delà de la simple communication. • S'appuyer sur le rapport d'évaluation du deuxième Plan d'Action National pour le gouvernement ouvert pour reformuler cet engagement.

12	Renforcement de la communication sur le processus et la mise en œuvre du nouveau système d'évaluation de handicap	<ul style="list-style-type: none"> • Ajouter d'autres activités liées aux dimensions de la participation, de la transparence et de la responsabilité. Ces activités devraient inclure des objectifs ambitieux allant au-delà de la simple communication. • Discuter du projet d'engagement avec les représentants de la société civile spécialisés dans le domaine du handicap.
13	Promotion de l'accès des femmes à l'information juridique et judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune remarque n'a été reçue concernant l'engagement.
14	Nouvelle version du portail juridique "Adala", plus ouvert sur la société et riche et diversifié en termes d'information juridique	<ul style="list-style-type: none"> • Reformuler le titre.
15	Création d'une plateforme d'informations et d'accès aux services électroniques (environ 600 services)	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune remarque n'a été reçue concernant l'engagement. • En attente de recevoir une fiche détaillée de l'engagement.
16	Lancement du Prix de la transparence et de l'ouverture dans l'administration	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune remarque n'a été reçue concernant l'engagement. • En attente de recevoir une fiche détaillée de l'engagement.
17	Création des "Maisons des Citoyens"	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune remarque n'a été reçue concernant l'engagement. • En attente de recevoir une fiche détaillée de l'engagement.
18	Sensibilisation et formation aux droits des citoyens dans les domaines de l'intégrité, de la transparence, de la participation et de l'accès aux services publics	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune remarque n'a été reçue concernant l'engagement. • En attente de recevoir une fiche détaillée de l'engagement.
19	Amélioration de l'accès des associations au financement public	<ul style="list-style-type: none"> • Il est proposé d'adopter ce titre : « Instituer un nouveau cadre légal régissant le financement public accordé aux associations » et de détailler la solution avec clarification des dispositions principales du futur cadre légal et du processus participatif adopté pour son élaboration.
20	Création d'une plateforme nationale pour les associations	<ul style="list-style-type: none"> • Reformuler et détailler la problématique posée. • Détailler les fonctionnalités et des services de la nouvelle plateforme et citer son apport pour la vie associative. • Ajouter les activités en mettant l'accent sur la démarche participative adoptée dans la conception de la plateforme.

21	Renforcement des capacités des associations de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est le lien avec le portail e-learning et le portail national des associations ? • Détailler le contenu du cadre de référence. • Ajouter des activités.
22	Préparation du projet de loi sur la consultation publique	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet de loi a-t-il été préparé ? S'agit-il d'adopter la loi ? • Détailler le contenu du projet et de la méthodologie de co-création pour la loi. • Avez-vous une vision concernant le calendrier réalisation ?

Points arrêtés:

- Prolongation du délai de réception des remarques sur les engagements proposés (via le document Google Doc partagé) jusqu'au lundi 26 février 2024.
- Mise à jour des fiches de projets d'engagements par les administrations concernées suite aux commentaires reçus (lors de la réunion ou via le document Google Doc partagé) au plus tard le lundi 4 mars 2024.
- Organisation d'une réunion pour évaluer et classer les projets d'engagements proposés selon leur impact transformationnel et sélectionner ceux à inclure dans le PAN3 après consultation de l'unité de soutien de l'OGP.